



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1- L'avenir de Jérusalem, une affaire avant tout politique (Orient XXI, Maher AlCharif).....	2
2- Alain Berset rencontrera Emmanuel Macron (Le Temps, Bernard Wüthrich)	3
3- Afghanistan : comment expliquer la résilience des Talibans (The Conversation, Bernard Dupaigne)	4
DÉFENSES	6
1- Comment le ministère des armées veut améliorer la disponibilité des avions et des hélicoptères (La Tribune, Michel Cabirou).....	6
2- « Nos soldats font encore la guerre et meurent pour le drapeau français » (Le Figarovox, Etienne Champion, entretien avec Philippe Chapleau)	7
3- La direction générale de l'armement lance un appel public à la concurrence pour 2.600 fusils de précision (OPEX 360, Laurent Lagneau)	9
ÉCONOMIES	10
1- Soitec et MBDA reprennent les actifs de Dolphin Integration (Soitec – communiqué de presse) ..	10
2- Après les armes, Kalachnikov se lance dans les véhicules électriques civils (Economie matin, Marie-Eve Wilson-Jamin)	11
3- George (FED) prévoit de nouvelles hausses de taux, malgré Trump (Les Echos, investir, avec Reuters)	12

GÉOPOLITIQUES

1 – L’avenir de Jérusalem, une affaire avant tout politique (Orient XXI, Maher AlCharif)

Sans sous-estimer la portée symbolique de la dimension religieuse de Jérusalem, pour les musulmans comme pour les juifs et les chrétiens, la question de l’avenir de cette ville est avant tout d’ordre politique. La décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale de l’État d’Israël et le fait pour son administration d’y transférer l’ambassade des États-Unis ont mis un coup de projecteur sur la question des rapports entre les dimensions religieuse et politique de la ville. De nombreux observateurs s’accordent à dire que l’une des motivations principales de cette décision était de satisfaire une base électorale composée de chrétiens évangélistes, partisans de ce que l’on appelle le « christianisme sioniste ». Le pasteur extrémiste John Hagee, président de l’organisation Christians United For Israel s’était fait leur interprète en disant que « 60 millions d’évangélistes attendaient la réalisation de cette promesse », et que si Donald Trump tenait parole en transférant l’ambassade à Jérusalem il serait auréolé de gloire pour la postérité et qu’une éternelle reconnaissance lui serait vouée pour son acte de bravoure.

LES PARADOXES DE CAMP DAVID

Ce n’était pas le moindre des paradoxes du sommet palestinien-israélien de Camp David de l’été 2000 entre Yasser Arafat et l’ex-premier ministre israélien Ehoud Barak que l’évocation insistante par ce dernier du « Mont du temple », soulignant ainsi à dessein la dimension religieuse symbolique de la ville au détriment de sa dimension politique, afin de justifier le maintien de l’occupation de sa partie orientale. Il ne pouvait pourtant pas ignorer que conformément au droit international, Jérusalem-Est faisait partie des territoires palestiniens occupés en 1967, comme l’indiquent les nombreuses résolutions qui appellent Israël à s’en retirer. Depuis ce sommet, les responsables des partis relevant d’un sionisme prétendument « laïc » n’ont cessé dans leur discours de justifier, de manière inouïe, la nécessité pour Israël de garder la mainmise sur l’esplanade des Mosquées en raison de la présence supposée des ruines du deuxième temple enfouies sous les murailles. Ruines dont les fouilles et excavations entreprises par le gouvernement israélien depuis 1967 n’ont décelé aucune trace, les archéologues israéliens ne réussissant à exhumé à ce jour que des vestiges romains, byzantins ou islamiques. Sans sous-estimer par ailleurs la portée symbolique de cette dimension religieuse de la ville, pour les juifs comme pour les musulmans ou les chrétiens, je rejoins tous ceux qui considèrent la question de Jérusalem et de son avenir comme étant avant tout d’ordre politique. Elle devrait faire l’objet d’un règlement sur la base des résolutions des Nations unies, notamment la résolution 242 du Conseil de sécurité (CS) qui appelle Israël à s’en retirer des territoires palestiniens occupés à la suite de son agression en juin 1967. L’entêtement israélien à vouloir mettre en avant la portée religieuse de la ville nous incite toutefois à effectuer un retour sur l’histoire pour tenter d’examiner le bien-fondé des prétentions israéliennes, d’un point de vue scientifique.

COMMENT L'HISTOIRE D'ISRAËL FUT (RÉ)INVENTÉE

Le chercheur Keith Whitelam, dans *The Invention of Ancient Israël : the Silencing of Palestinian History* (Routledge, 1997) part de l'idée selon laquelle le conflit récent autour de la Palestine a rejailli sur la compréhension de l'histoire antique. Le discours de l'école historique de la Torah apparu au XIXe siècle a marqué de son empreinte l'histoire officielle d'Israël, qui se sera ainsi inventé une histoire antique apparaissant dans une très grande mesure comme une projection du présent. Les prétentions d'Israël sur Jérusalem en tant que capitale d'Israël remontent selon lui à la période fantasmée du Royaume de David. L'historien affirme dans le même temps que « l'Israël antique ne constitue qu'un fil ténu dans le riche de l'histoire palestinienne », laquelle devrait être étudiée en tant que telle, « libérée de l'emprise des études bibliques ». Les études historiques modernes, notamment celles de chercheurs israéliens, ont montré que l'histoire ancienne juive était peuplée de mythes. Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv a expliqué dans *Comment le peuple juif fut inventé* (Fayard, 2008) la mission impossible que le sionisme s'était assignée en voulant créer une ethnie unique à partir d'une multitude de groupes humains d'origines culturelles et linguistiques différentes, et comment il a dû finalement emprunter à la religion traditionnelle la plupart de ses représentations et de ses symboles, dont il est resté prisonnier. « Tout Israélien de confession juive est intimement convaincu que l'existence du peuple juif remonte à la révélation de la Torah dans le Sinäi, et pense que lui-même, à titre individuel, descend directement et exclusivement de ce peuple », indique Shlomo Sand, avant de s'arrêter sur certains de ces mythes fondateurs du sionisme, dont celui de la conquête de la « Terre de Canaan ». Il signale que l'archéologie moderne a totalement infirmé cette légende. Aucun document égyptien ne confirme une telle conquête, au moment où cette terre était sous domination égyptienne. Si le texte de la Torah ne mentionne pas la souveraineté égyptienne, les fouilles à Gaza et Beersheba ont confirmé depuis longtemps la présence égyptienne à l'époque signalée, ainsi qu'ultérieurement.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://orientxxi.info/magazine/l-avenir-de-jerusalem-une-affaire-avant-tout-politique,2592>

[Retour au sommaire](#)

2 – Alain Berset rencontrera Emmanuel Macron (Le Temps, Bernard Wüthrich)

Le conseiller fédéral en charge des Affaires étrangères Ignazio Cassis et son homologue français Jean-Yves Le Drian ont fait le point sur les relations bilatérales ce vendredi. Le ministre a annoncé la venue du président de la Confédération à Paris en septembre. Le Conseil fédéral multiplie les contacts pour tenter de sauver l'accord-cadre institutionnel, dont la négociation a subi plusieurs pannes, la dernière en date étant liée au dispositif de protection salariale, que l'UE juge discriminatoire par rapport à sa propre directive sur les travailleurs détachés. Ignazio Cassis a rencontré jeudi à Salzbourg le commissaire européen Johannes Hahn, en charge du dossier suisse. Vendredi, il s'est entretenu avec le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qu'il rencontrait pour la seconde fois depuis son entrée en fonction. Et, à cette occasion, le chef de la diplomatie française a annoncé que le président de la Confédération Alain Berset serait reçu à Paris par Emmanuel Macron le 12 septembre. Cela suffit-il à donner de nouvelles impulsions à ce projet d'accord? Jean-Yves Le Drian se dit convaincu qu'une solution sera trouvée. « Je n'imagine pas qu'il n'y ait pas d'accord-cadre », déclare-t-il. Cela

dépendra également des pourparlers que le ministre de l'Economie Johann Schneider-Ammann mène avec les partenaires sociaux durant l'été. Il a discuté de la règle des huit jours et des cautions exigées des entreprises actives en Suisse avec les représentants des cantons et du patronat. Alors qu'il boycotte ces discussions, le président de l'Union syndicale suisse (USS), Paul Rechsteiner, a aussi parlé avec Johann Schneider-Ammann. «Le Conseil fédéral fera le point durant la première quinzaine de septembre», a rappelé Ignazio Cassis vendredi. Jean-Yves Le Drian rappelle que «dans le cadre du marché intérieur, l'UE demande de ne pas prendre de mesures discriminatoires et a pris elle-même des dispositions pour lutter à l'extérieur contre les concurrences déloyales.»

[Retour au sommaire](#)

3 – Afghanistan : comment expliquer la résilience des Talibans (The Conversation, Bernard Dupaigne)

La guerre en Afghanistan dure depuis 1978 quand, le 27 avril, des communistes afghans, encouragés par une Union soviétique en sa période d'expansion territoriale, ont pris le pouvoir à Kaboul en assassinant le président Mohammed Daoud. Ce dernier avait lui-même renversé son cousin, le roi Mohammed Zaher Châh, le 17 juillet 1973, parti en exil à Rome. Les révolutionnaires communistes étaient soit des officiers ayant goûté à la vie moderne lors de leurs périodes de formation en URSS, soit de jeunes professeurs et des diplômés à la recherche de reconnaissance sociale et financière. Par leur ignorance des réalités du pays, ils ont vite provoqué la révolte des campagnes qu'ils prétendaient transformer. Ils ont tué ou emprisonné nombre de religieux respectés et décrété une réforme agraire sans prévoir de fournir aux métayers les moyens indispensables pour les cultures : semences, eau d'irrigation et attelage de bœufs pour la charrue. La dot coutumière pour les mariages était supprimée, et femmes et jeunes filles embrigadées de force dans les cours d'alphabétisation obligatoires. Les paysans n'ont pas voulu de cette marche forcée vers le monde moderne et ont pris les armes. Voyant le régime en difficulté, Brejnev a cru facile de mater la révolte paysanne, qui s'est alors muée en résistance généralisée contre les armées de l'envahisseur. Les Soviétiques et le régime communiste afghan, affaibli par d'incessantes luttes intestines, très vite, n'ont plus tenu que les villes et leurs alentours. C'est l'époque où les humanitaires, largement français, évoluaient presque en liberté dans les campagnes. Le 15 février 1989, l'armée soviétique s'est retirée d'Afghanistan, la guerre de dix ans étant devenue trop onéreuse. Les crédits étant coupés, le gouvernement afghan a tenu Kaboul jusqu'en avril 1992, grâce aux dissensions, déjà, entre les divers groupes de moudjahiddin, chacun revendiquant le pouvoir pour son seul clan.

L'irruption des talibans

Les désordres dans le pays, les luttes intestines et le phénomène de la transformation de trop nombreux « chefs de guerre » en entreprises de prise de pouvoir privé ont provoqué l'émergence, dès 1994, du mouvement des talibans (« les étudiants en religion »), largement soutenus et équipés par l'armée du pays voisin, le Pakistan. Brandissant le Coran, et promettant de restaurer l'ordre et la justice, ils ont suscité le ralliement immédiat des campagnes du Sud, la région des fiers Pachtounes. Ils prennent Kaboul le 26 septembre 1996. Et, à l'été 1998, ils contrôlent pratiquement tout le pays. Leur dernier opposant, le commandant Ahmed Châh Massoud en a été réduit à solliciter l'aide du Tadjikistan voisin, fraîchement sorti de l'orbite soviétique. Il est assassiné le 9 septembre 2001 par deux pseudojournalistes missionnés par le

réseau Al-Qaïda patiemment constitué par Oussama Ben Laden. Lequel a organisé l'attaque aérienne, deux jours après, contre les deux tours jumelles du World Trade Center, au cœur de New York, et des locaux du Pentagone, à Washington. La réaction américaine était inévitable. Moins d'un mois après, leurs avions bombardent les bases talibanes. Le travail de nettoyage des ennemis et de reprise du pays est confié aux responsables militaires de « l'Alliance du Nord », coalition de forces anti-Pachtounes : Tadjiks, Ouzbeks et Hazâras. Le 5 décembre 2001, sous l'égide des Nations unies, Hamed Karzaï, un notable d'une famille, pachtoune, de Kandahar est nommé chef du gouvernement intérimaire. Il sera élu président le 13 juin suivant, confirmé le 7 octobre 2004 comme président de la République et réélu le 20 août 2009.

Les Américains, ces nouveaux envahisseurs

Repliés au Pakistan, les talibans vont progressivement retrouver de l'importance. Les nations occidentales – USA en tête – se sont entêtées à vouloir diriger le pays, en le menant vers plus de démocratie et d'égalité. Leur prétention, leur insistance à expliquer aux dirigeants et au peuple ce qu'ils doivent faire provoquent de nouveau l'ire des campagnes qui se livrent, volontairement souvent, de force parfois, aux talibans revenus.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://theconversation.com/afghanistan-comment-expliquer-la-resilience-des-talibans-101954>

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSES

1 – Comment le ministère des armées veut améliorer la disponibilité des avions et des hélicoptères (La Tribune, Michel Cabirol)

Le taux de disponibilité des aéronefs militaires est "globalement inférieurs à 50 %", a rappelé début juillet lors d'une audition à l'Assemblée nationale, la directrice de la DMAé, Monique Legrand-Larroche. (Crédits : Marine Nationale / Jacques Tonard) La directrice de la direction de la maintenance aéronautique Monique Legrand-Larroche souhaite "verticaliser et globaliser les contrats" de soutien pour responsabiliser davantage les industriels. Emmanuel Macron a mis une sacrée pression. Le 13 juillet dernier lors son très long discours prononcé à l'hôtel de Brienne, le Chef de l'Etat avait expliqué qu'il attendait "des résultats rapides" s'agissant de la disponibilité des matériels aéronautiques des armées en souffrance. Une pression qui repose directement sur la direction de la maintenance aéronautique (DMAé), nouvellement créée par Florence Parly (fin avril) et confiée à l'ingénieure générale hors classe de l'armement, Monique Legrand-Larroche. Le taux de disponibilité des aéronefs militaires est "globalement inférieurs à 50 %" tandis que le coût du soutien augmente, avait rappelé début juillet lors d'une audition à l'Assemblée nationale, la directrice de la DMAé. "La disponibilité de vos matériels n'est pas satisfaisante, avait regretté Emmanuel Macron s'adressant le 13 juillet aux militaires. C'est pourtant votre capacité à exercer sereinement votre métier, à vous entraîner, à maintenir vos savoir-faire qui est en cause. L'enjeu concerne tous les matériels, mais est aujourd'hui plus crucial encore dans le domaine aéronautique (...) C'est pour cela que j'ai demandé à la ministre de lancer un plan de transformation du maintien en condition opérationnelle du matériel aéronautique. Maintenant que la nouvelle direction de la maintenance aéronautique est mise en place, j'en attends des résultats rapides". La création de la DMAé s'est accompagnée "d'une volonté de donner à cette direction plus de souplesse pour s'organiser et organiser son action ainsi que pour adapter ses moyens", a expliqué Monique Legrand-Larroche. Dans ce cadre, la DMAé a opté, non pas pour un contrat unifié de gestion (CUG), mais pour un contrat d'objectifs et de performance (COP), qui sera cosigné par le Chef d'état-major des armées (CEMA) et Monique Legrand-Larroche. Ce document définira les objectifs assignés à la DMAé, qui va essentiellement fonctionner en mode projet. Une quarantaine de personnels issus de la DGA vont renforcer tout au long de 2018 la nouvelle entité de manière à apporter leur expertise et leur expérience dans la gestion de projet, la gestion financière, la gestion contractuelle des relations avec l'industrie.

Quelle stratégie de la DMAé?

Face à ce constat cataclysmique, notamment pour les hélicoptères, Monique Legrand-Larroche a choisi "de verticaliser et de globaliser les contrats". Les deux vont de pair. La directrice de la DMAé compte ainsi "responsabiliser davantage les maîtres d'œuvre industriels en leur fixant des objectifs précis, en les rémunérant en conséquence et en leur garantissant plus de durée dans les contrats de manière à leur donner la possibilité de s'organiser". Monique Legrand-Larroche est bien connue dans le milieu pour ne rien lâcher lors des négociations. Elle avertit les industriels de ne pas en profiter "pour réaliser des marges colossales et, pour éviter cela, il nous appartient de négocier au mieux avec eux". Parallèlement, elle veut mettre fin à l'empilement des contrats portant sur le soutien des aéronefs. Ainsi, pour les avions de patrouille maritime Atlantique 2, l'avion de combat Rafale ou les hélicoptères de combat Tigre, on compte une

vingtaine de contrats de soutien pour soutenir chaque flotte d'appareils. Pour les Rafale et les Atlantique 2, il y a respectivement 22 et 28 marchés pour couvrir le soutien de ces appareils. C'est trop, a-t-elle estimé. Car, selon elle, cette approche entraîne "un risque fort de coupures dans l'exécution contractuelle et dilue les responsabilités au niveau des industriels". Ainsi, la défaillance d'un industriel sur une petite pièce conduisait à une défaillance totale sur la flotte. "Les contrats globaux de soutien définiront précisément des objectifs de performance à atteindre - par exemple un nombre d'appareils en ligne, une disponibilité de flotte, une capacité de fourniture de rechanges dans un délai contraint -, ce qui permettra de couvrir tout le périmètre pour un aéronef et donc de responsabiliser l'industriel retenu pour l'ensemble de l'aéronef". Très clairement, une décision frappée au coin du bon sens.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien : <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/comment-le-ministere-des-armees-veut-ameliorer-la-disponibilite-des-avions-et-des-helicopteres787022.html>

[Retour au sommaire](#)

2 - « Nos soldats font encore la guerre et meurent pour le drapeau français » (Le Figarovox, Etienne Campion, entretien avec Philippe Chapleau)

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Plus de 630 soldats français sont morts en opérations extérieures depuis 1962, rappelle Philippe Chapleau, qui a dirigé le Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française. Philippe Chapleau est écrivain et journaliste, spécialiste des questions de défense. Avec le général Jean-Marc Marill, il a dirigé le Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française, paru en juin 2018 aux éditions du Nouveau monde.

FIGAROVOX.- Comment définir les opérations militaires extérieures (OPEX) de la France ?

Philippe CHAPLEAU.- Depuis les années Soixante et la décolonisation, il est d'usage de parler de « théâtres d'opérations extérieures » (OPEX). Il peut s'agir d'OPEX de circonstance, hyper-réactive, lorsque les vies de ressortissants français sont menacées par exemple, comme à Kolwezi en 1978. D'autres interventions militaires sont plus longues à mettre en place et s'inscrivent davantage dans une perspective stratégique. Dans tous les cas, il s'agit d'une décision du président de la République. Contrairement à d'autres démocraties de tradition parlementaire, en France c'est le pouvoir exécutif qui est compétent. Le Parlement est informé mais ne décide pas de l'envoi de troupes. On peut s'en offusquer mais, en termes opérationnels, il faut aller très vite et éviter tout délai. L'OPEX se caractérise par sa grande flexibilité. Ce type d'opérations contribue, en quelque sorte, à la capacité de dissuasion française: pouvoir se projeter aussi rapidement à différents endroits du monde revêt un aspect dissuasif, ce qui est loin d'être le cas pour un grand nombre de pays d'Europe qui ne bénéficient pas d'armées aux capacités de projection comme la nôtre.

Nos soldats font encore la guerre, tout comme ils meurent toujours pour la France et le drapeau.

638 soldats ont été tués au cours des différentes OPEX effectuées par l'armée française

depuis la fin de la guerre d'Algérie. Assiste-t-on encore à des conflits meurtriers, ou bien s'agit-il d'opérations de maintien de la paix ?

Des opérations de maintien de la paix dans les années 80/90, nous sommes passés à une posture beaucoup plus offensive, et le nombre de mort s'en est logiquement ressenti. Nous sommes certes loin de Verdun et de ses morts par milliers chaque jour. Toutefois ces quelques morts, chaque année, témoignent de la violence ambiante, de la volatilité de la situation, et d'un engagement réel des troupes françaises. Nos soldats font encore la guerre, tout comme ils meurent toujours pour la France et le drapeau.

Sur combien de théâtres d'opérations la France est-elle présente aujourd'hui dans le monde ?

L'opération Sangaris en Centrafrique est terminée depuis novembre 2016. Mais nos forces restent déployées à travers l'opération Chammal, en Irak et en Syrie, et l'opération Barkhane, dans la région du Sahel. L'opération Barkhane est l'une des opérations les plus déterminantes. Nos forces combattent, depuis 2014, au sein d'un territoire grand comme l'Union européenne. Cette mission engage un effectif de quelque 4 500 hommes, avec un objectif d'ordre tant tactique que stratégique et diplomatique. Avant Barkhane, dès janvier 2013, nous étions déjà engagés sur l'opération Serval au Mali, opération militaire lancée pour stopper l'avancée des forces djihadistes. Par ailleurs, à l'heure actuelle, nous sommes présents dans des missions secondaires dont on parle peu mais qui n'en demeurent pas moins importantes. Comme Atalante, pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, et Daman, au Liban, dans le cadre de l'ONU.

En Afghanistan, notre armée était arrivée sur le terrain comme pour faire une opération de maintien de la paix, or nos moyens étaient insuffisants. Les OPEX servent parfois dans des missions exécutées sous l'égide de l'OTAN, notamment en Libye (opération Harmattan, 2011). Qu'en penser ?

Je ne suis pas certain que l'esprit des OPEX ait véritablement changé. Nous avons toujours des opérations extérieures franco-françaises comme Barkhane même si, il est vrai, nous avons pu compter sur l'aide logistique des alliés anglo-saxons et sur des contributions africaines. Nous avons décidé de ne pas intervenir en Irak en 2013; on se rappelle à ce titre du discours de Dominique de Villepin à l'ONU. À l'inverse, la France était présente en Afghanistan dès 2001. Puis, lorsque Nicolas Sarkozy a réintégré la France dans le commandement intégré de l'OTAN, nous avons adhéré à un credo plus opérationnel et offensif. L'embuscade d'Uzbin, survenue le 18 août 2008 et dans laquelle dix Français ont péri, a relancé, moins le débat politique sur la pertinence de la présence française sur un tel théâtre d'opérations, que le débat sur les moyens et les budgets alloués à nos forces pour des missions de haute intensité. Notre armée était arrivée sur le terrain comme pour faire une opération de maintien de la paix, or nos moyens étaient insuffisants. Par la suite, d'autres opérations nous ont amenés à nous fondre dans le dispositif otanien. Tout en gardant notre autonomie décisionnelle. Mais tout ça relève avant tout du politique. L'armée va où on lui dit d'aller: ce n'est par exemple pas elle qui a choisi d'aller en Libye, en 2011, c'est le pouvoir politique qui l'a décidé ; elle remplit la mission fixée avec ses moyens. Qui s'avèrent trop souvent insuffisants. **L'armée va où on lui dit d'aller : ce n'est pas elle qui a choisi d'aller en Libye, c'est le pouvoir politique qui l'a décidé ; elle remplit la mission fixée avec ses moyens. Trop souvent insuffisants.**

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2018/08/23/31005-20180823ARTFIG00071-nos-soldatsfont-encore-la-guerre-et-meurent-pour-le-drapeau-francais.php>

[Retour au sommaire](#)

3 - La direction générale de l'armement lance un appel public à la concurrence pour 2.600 fusils de précision (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Quelle arme de précision remplacera le Fusil à Répétition modèle F2 [FR-F2] actuellement en dotation au sein de l'armée de Terre? La réponse sera sans doute connue d'ici la fin de cette année, c'est à dire une fois que les industriels intéressés auront remis leur proposition à la Direction générale de l'armement [DGA], dans le cadre de l'appel public à la concurrence qu'elle vient de publier. Ainsi, ce dernier vise à acquérir 2.600 « Fusils de Précision Semi-Automatique » [FPSA] de calibre 7,62 mm, ainsi que 1.800 lunettes de visée à intensification de lumière et 1.000 dispositifs d'imagerie thermique. En outre, il est aussi question de 6,3 millions de munitions de 7,62 x 51 mm perforantes et de précision. Visiblement, la DGA veut que l'industriel susceptible de présenter une offre ait les reins solides puisqu'il est précisé que, pour participer à cette procédure, son « chiffre d'affaires annuel du dernier exercice connu ou en moyenne sur les trois derniers exercices connus devra être égal ou supérieur à 50 millions d'euros. » Cette disposition exclut l'armurier français Verney-Carron, qui n'a pas caché son intérêt pour ce marché. Ayant dans son catalogue le fusil VDC-10, dérivé de l'AR-10 produit aux États-Unis, cette PME réalise un chiffre d'affaires de 13,5 millions d'euros. Cependant, il lui est possible de s'associer avec un autre opérateur « économique » pour prendre part à cette procédure. Même chose pour PGM Précision, qui propose le fusil « Ultima Ratio » ainsi que des modules à intensification de lumière et d'imagerie thermique dans son catalogue. Le chiffre d'affaires de la holding Holteis, à laquelle cette PME est liée avec Teissier Technique, est a priori insuffisant au regard de l'exigence imposée par cet appel public à la concurrence. La DGA a introduit une autre disposition, en s'appuyant sur l'article 53.1 du décret 2016-361. Ainsi, il « ne sera pas autorisé [...] l'emploi de produits, de pièces détachées, de composants et/ou de sous-assemblages soumis à autorisation administrative d'un État tiers à l'union Européenne ou à l'espace Economique Européen relative à la limitation des droits de l'État à l'utilisation de ces produits, pièces détachées, composants et/ou sous-assemblages, pour les armées françaises, y compris à l'étranger ou en cas de conflit. » Le favori de cette procédure est l'armurier allemand Heckler & Koch, dont le fusil HK-417 a d'ores et déjà remplacé le FR-F2 dans certains régiments de l'armée de Terre.

[Retour au sommaire](#)

ÉCONOMIES

1 – Soitec et MBDA reprennent les actifs de Dolphin Integration (Soitec – communiqué de presse)

Ambition commune de faire de Dolphin Integration un fournisseur de référence de composants virtuels et d'ASIC/SoCs optimisés pour une meilleure efficacité énergétique. • La co-entreprise créée par Soitec et MBDA acquiert Dolphin Integration et reprend l'ensemble de ses salariés. • Cette co-entreprise est détenue à 60% par Soitec et à 40% par MBDA. • Le savoir-faire et la technologie de Dolphin Integration vont renforcer l'offre FD-SOI pour les développeurs d'ASIC/SOC à haute efficacité énergétique. • Dolphin Integration et MBDA vont renforcer leur coopération industrielle et commerciale, celle-ci concernant notamment un pipeline à long terme de produits tels que des circuits ASIC et des systèmes sur puces.

Bernin (Grenoble) et Le Plessis-Robinson, France, le 21 août 2018 – Soitec (Euronext Paris), un leader mondial de la conception et la production de matériaux semi-conducteurs innovants, et MBDA annoncent l'acquisition conjointe de Dolphin Integration. Dolphin Integration est une entreprise reconnue dans la conception de circuits intégrés ASIC/SoC pour des applications requérant une faible consommation d'énergie. Basée à Grenoble, Dolphin Integration a été fondée en 1985. Elle emploie actuellement 155 personnes, y compris 130 ingénieurs de conception électronique. Au cours de l'année fiscale close le 31 mars 2018, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros. La co-entreprise créée par Soitec et MBDA - détenue respectivement à 60% et 40% - reprend Dolphin Integration et l'ensemble de ses salariés. L'opération a reçu ce jour l'accord du tribunal de commerce de Grenoble. Elle constitue une issue favorable et rapide à la procédure collective dont a fait l'objet Dolphin Integration, cette dernière ayant été placée en redressement judiciaire le 24 juillet 2018.

Soitec et MBDA apportent chacun un soutien stratégique et complémentaire à Dolphin Integration.

Soitec apporte son expertise dans les substrats innovants et sa méthodologie unique en matière de design pour applications à faible consommation d'énergie (body biasing) afin de soutenir les activités de conception de circuits électroniques à faible consommation d'énergie de Dolphin Integration, et cela au moment même où un nombre croissant de puces critiques sont construites sur la base de la technologie FD-SOI. De plus, Soitec va permettre à Dolphin Integration de renforcer ses positions auprès de l'ensemble de l'écosystème des semiconducteurs en développant et en favorisant l'adoption de ses produits et services dans plusieurs marchés stratégiques, y compris les terminaux mobiles et infrastructures, centres de données, applications aérospatiales et industrielles. MBDA, un client stratégique de Dolphin Integration pour les applications liées à l'armement depuis 2004, va intensifier sa coopération industrielle avec Dolphin Integration tout en lui offrant une perspective commerciale à long terme en matière de circuits ASIC (circuits intégrés propres à une application spécifique) et systèmes sur puces. De plus, avec le soutien de MBDA, Dolphin Integration sera en mesure de faire progresser ses positions dans les domaines de l'aéronautique et de la défense.

Soitec et MBDA confiants dans la croissance profitable de Dolphin Integration.

Soitec et MBDA se sont engagés à investir ensemble un montant total de 6 millions d'euros comprenant l'acquisition de la plupart des actifs de Dolphin Integration, le paiement de certaines dettes et une importante injection de liquidités destinée à financer les besoins en fond de roulement de Dolphin Integration. Soitec et MBDA sont confiants dans leur capacité à redresser la situation financière de Dolphin Integration. Dolphin Integration devrait être consolidée par intégration globale dans les comptes de Soitec à compter de septembre 2018.

« **Dolphin Integration représente pour Soitec une opportunité stratégique de renforcer une offre complète de brevets et services dédiée aux solutions efficaces sur le plan énergétique pour le design de puces sur FD-SOI. Cela constitue un facteur de différenciation majeur pour le FD-SOI et un véritable accélérateur de l'adoption du FD-SOI dans d'importants segments de marché** », a souligné Paul Boudre, Directeur général de Soitec. « **L'investissement de MBDA va renforcer la base industrielle de Dolphin Integration dédiée à l'armement français. Il va en effet lui apporter une source plus stable de revenus liés à la défense ainsi qu'une coopération technologique plus étroite ouvrant à son offre microélectronique spécialisée l'accès à l'ensemble de l'industrie de l'armement française et européenne** », a ajouté Antoine Bouvier, CEO de MBDA.

[Retour au sommaire](#)

2 – Après les armes, Kalachnikov se lance dans les véhicules électriques civils (Economie matin, Marie-Eve Wilson-Jamin)

Le célèbre groupe Kalachnikov a annoncé qu'il allait commercialiser des véhicules civiles électriques, lors de l'ouverture du salon Forum-Armée. Une moto pouvant atteindre 100 km/h avec une autonomie de 150 km et une voiture qui roulera à 80 km/h devraient ainsi débarquer dès 2019.

Kalachnikov va commercialiser une moto et une voiture électriques

Voici une nouvelle étonnante venant tout droit de Russie. Le groupe Kalachnikov veut se diversifier et va bientôt commercialiser des véhicules civils électriques. Une moto pouvant atteindre 100 km/h avec une autonomie de 150 km et une voiture qui roulera à 80 km/h (parfait pour la France !). Selon les dires de ses dirigeants, il s'agit d'une façon pour le groupe de se soucier de l'avenir de la planète. Ainsi, lors du salon Forum-Armée 2018 qui a ouvert ses portes le 22 août non loin de Moscou, le groupe Kalachnikov a annoncé ne plus se restreindre au domaine militaire, mais vouloir étendre ses activités. « Nous parlons d'électromobilité car nous comprenons que tôt ou tard le moteur va disparaître. Nous recherchons des solutions pour les clients autour d'un moteur électrique tout en respectant l'environnement » a expliqué Vladimir Dmitriev, le PDG du groupe à Euronews.

De premiers véhicules civils qui devraient débarquer sur le marché russe dès 2019

Pour rappel, le groupe russe, mondialement connu pour la production de ses armes, notamment ses AK47, a déjà commercialisé des véhicules. En effet, sous la marque IZh qui commercialise des motos depuis les années 1920, Kalachnikov avait déjà présenté des motos électriques pour la police ou l'armée. Et on peut dire que l'entreprise est ambitieuse. Le groupe a profité de ce salon pour annoncer vouloir devenir ni plus ni moins que le leader sur le marché des véhicules électriques en Russie. Le groupe Kalashnikov Concern possède trois filiales : Kalashnikov

(armes militaires et civiles) ; Baikal (armes de chasse), et Izhmash (tir sportif). Grâce à ces deux productions, qui devraient débarquer en Russie dès 2019, Kalachnikov se diversifie et donne une nouvelle image.

[Retour au sommaire](#)

3 – George (FED) prévoit de nouvelles hausses de taux, malgré Trump (Les Echos, investir, avec Reuters)

JACKSON HOLE, Wyoming, 23 août (Reuters) - La Réserve fédérale américaine devrait encore relever ses taux cette année et probablement l'an prochain, malgré les critiques de Donald Trump, a déclaré la présidente de la Fed de Kansas City, Esther George, dans trois entretiens diffusés jeudi. "D'après ce que je constate aujourd'hui, je pense que deux hausses de taux supplémentaires pourraient être appropriées", ainsi que plusieurs autres l'an prochain, dans le cadre de la stratégie de la Fed visant à atteindre un taux neutre pour l'économie d'environ 3%, a-t-elle dit dans un entretien à Bloomberg TV enregistré mercredi, avant la conférence annuelle des banquiers centraux à Jackson Hole, dans l'Etat du Wyoming. Donald Trump a déclaré lundi à Reuters ne pas être "emballé" par la politique de hausse des taux d'intérêt suivie par le président de la Fed Jerome Powell. "Les manifestations d'inquiétudes face aux hausses de taux d'intérêt ne sont pas réservées à cette administration", a-t-elle dit dans un entretien accordé à CNBC. "Nous savons que des taux plus élevés provoquent des ajustements dans l'économie." La banque centrale américaine a commencé à relever ses taux en décembre 2015, sous la présidence de Janet Yellen, et depuis décembre 2016, elle les a relevé tous les trimestres. "Faucon" notoire au sein du comité de politique monétaire de la Fed, Esther George prône une hausse plus rapide des taux que ses collègues. Dans les entretiens diffusés jeudi, elle s'est toutefois efforcée d'adoucir ce point de vue, ce qui pourrait être un signe que la Fed atteint un stade où la suite de sa politique de hausse des taux d'intérêt devient moins prévisible. La configuration de la courbe des taux d'intérêt, dans laquelle certains responsables de la Fed voient une possibilité de marquer une pause dans la hausse des taux, a effectivement un impact sur les décisions de politique monétaire, a-t-elle souligné par ailleurs sur CNBC. Elle a ajouté sur Bloomberg TV que certains risques entourant les perspectives de croissance étaient orientés à la hausse du fait des mesures fiscales de soutien à l'économie, ce qui pourrait inciter la Fed à aller plus vite que prévu, tandis que des risques baissiers pourraient l'obliger à s'arrêter avant d'atteindre un taux à 3%. Et sur Fox Business Network, elle a dit que si les nouvelles barrières commerciales ne dépassaient pas de beaucoup les niveaux déjà appliqués ou annoncés, l'économie américaine devrait être peu affectée. Mais si les tensions persistent, elle considère, comme plusieurs de ses collègues, que l'incertitude pourrait freiner l'investissement des entreprises, ce qui ralentirait la croissance.

(Ann Saphir, Juliette Rouillon pour le service français, édité par Marc Angrand)

[Retour au sommaire](#)



Nous reprenons notre rythme hebdomadaire à partir de ce Numéro 70.

**Bonne lecture
et au lundi 3 septembre.**